

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-Imc1334131B-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : jeudi 19 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|----------|-------------|---------|
| 55 | 23 | 3 |

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/09/209

**CONVENTION
PARTICULIERE DE
FINANCEMENT RELATIVE
AUX CONTRIBUTIONS
VERSEES POUR LE
FINANCEMENT DE LA
REPRISE DES ETUDES DE
NIVEAU AVANT-PROJET DE
L'OPERATION DE NICE
AEROPORT DU PROJET DES
PHASES 1 & 2 DE LA LIGNE
NOUVELLE PROVENCE
COTE D'AZUR -
AUTORISATION DE
SIGNATURE.**

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Yann TANGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Pascale JANVIER, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/209

**O B J E T : CONVENTION PARTICULIERE DE FINANCEMENT
RELATIVE AUX CONTRIBUTIONS VERSEES POUR LE
FINANCEMENT DE LA REPRISE DES ETUDES DE
NIVEAU AVANT-PROJET DE L'OPERATION DE NICE
AEROPORT DU PROJET DES PHASES 1 & 2 DE LA
LIGNE NOUVELLE PROVENCE COTE D'AZUR -
AUTORISATION DE SIGNATURE.**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Transports,

VU le Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'ordonnance n° 2022-306 du 2 mars 2022 relative à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

VU le décret n° 2022-638 du 22 avril 2022 relatif à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

VU le protocole de financement de la Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur signé le 21 décembre 2021 et ses avenants signés le 3 juillet 2023 et le 15 décembre 2023,

VU la convention de financement relative au financement des études de niveau avant-projet de la phase 1 du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 4 octobre 2022 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2023,

VU la convention de financement relative au financement des études de niveau avant-projet de la phase 2 du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 25 août 2023 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2023,

VU la délibération n°2024-1-2 du 17 avril 2024 du conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur approuvant la convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

VU l'avis de la Commission Mobilités en date du 17 juin 2024,

CONSIDERANT que la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA) a été créée par ordonnance n°2022-306 en date du 2 mars 2022 pour porter le financement de la part des collectivités partenaires au projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

CONSIDERANT que les études de niveau Avant-Projet (AVP) du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Nice Aéroport comprenant la gare ferroviaire ont fait l'objet d'une première convention de financement entre les partenaires financeurs de la LNPCA et les Maîtres d'Ouvrages, ci-après « LNPCA - COFI AVP Phase 1 » signée en date du 4 octobre 2022 et d'un avenant n°1 signé le 18 décembre 2023,

CONSIDERANT que les études en question allaient être menées à leur terme sur la base des éléments de programme et du scénario spatialisé tel que validé en Comité de pilotage LNPCA du 3 juillet 2023 lorsque des éléments nouveaux relatifs au calendrier de libération des terrains d'assiette du projet ont été portés à la connaissance des Maîtres d'Ouvrages, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions,

CONSIDERANT qu'au terme de la compétition de projets et après validation en Comité de pilotage du 3 juillet 2023, il a été retenu que la gare de Nice Aéroport s'installe sur des emprises occupées par le Marché d'Intérêt National d'Azur (MIN d'Azur), îlots 2.5 et 2.6 du projet de zone aménagement concertée Grand Arénas,

CONSIDERANT que, par courrier en date du 14 mars 2024, la Métropole Nice Côte d'Azur a informé le COPIL LNPCA que des recours sur le projet empêchaient le déplacement du MIN d'Azur sur le site de la Gaude dans le calendrier initialement prévu. Dès lors, la Métropole Nice Côte d'Azur s'engage à libérer partiellement le site à l'horizon fin 2025, seul le bâtiment sud pourra être intégralement libéré, la disponibilité de l'îlot 2.5 n'étant plus assurée,

CONSIDERANT que cette situation impacte directement le planning de réalisation du PEM et est de nature à compromettre sa mise en service attendue à l'horizon 2030 dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) d'hiver 2030,

CONSIDERANT que l'analyse de ces éléments partagée avec le Comité Technique du 8 mars 2023 met en exergue la nécessité d'étudier un scénario d'aménagement alternatif au niveau Avant-Projet pouvant permettre une mise en service du pôle d'échanges multimodal à l'horizon 2030 et l'accueil dans des conditions optimales des visiteurs attendus à Nice dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030, dans l'hypothèse où la candidature des Alpes françaises serait retenue,

CONSIDERANT que les partenaires financiers du projet LNPCA ont validé lors du Comité de pilotage du 11 avril 2024, le nouveau scénario d'aménagement (dit « scénario Ilot 2.6 amplifié ») proposé par les Maîtres d'Ouvrage, qui permet de réaliser la gare de Nice Aéroport à programme globalement équivalent et ont réitéré à cette occasion la demande de travailler à ce titre la planification et le phasage de l'opération de manière à permettre une mise en service du Pôle d'Echanges Multimodal au préalable des JOP 2030,

CONSIDERANT qu'une convention ayant pour objet de financer les coûts supplémentaires engendrés par la réalisation des études Avant-Projet du scénario « Ilot 2.6 amplifié » de l'opération de Nice Aéroport a été validée par le Comité de pilotage de la LNPCA du 11 avril 2024 et approuvée par le conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur le 17 avril 2024,

CONSIDERANT que conformément à l'article 3 de l'ordonnance susvisée, des conventions particulières sont établies entre la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et ses membres pour assurer sa capacité à mettre en place le financement de la part totale des Collectivités membres au titre des conventions engageant financièrement l'établissement public local,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice aéroport du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte D'azur.

ARTICLE 2

DE DIRE que ces crédits seront mobilisés sur le budget 2024 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée selon l'imputation suivante : Budget Principal OP 42220 art. 204181, fonction 852, service MOBIL.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Béatrice VEYRAT-MASSON

Le secrétaire de séance



POUR 68

CONTRE 0

ABSTENTION 8

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur François CARRASSAN,
Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
Monsieur Jean-David MARION, Madame Cécile MUSCHOTTI,
Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Rachel ROUSSEL.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

Madame Josy CHAMBON, Madame Geneviève LEVY.



Convention particulière de financement

relative aux contributions versées pour le financement de :

la reprise des études de niveau avant-projet
de l'opération de Nice Aéroport
du projet des phases 1 & 2
de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

Entre :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, agissant en vertu de la délibération n° du,

Le Département des Bouches du Rhône, représenté par Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n° du,

Le Département des Alpes-Maritimes, représenté par Monsieur Charles Ange GINESY, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n° du,

Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n° du,

La Métropole Aix Marseille Provence, représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n° du,

La Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par Monsieur Christian ESTROSI, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n° du,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n° du,

La Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins, représentée par Monsieur David LISNARD, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n° du,

Dracénie Provence Verdon agglomération, représentée par Monsieur Richard STRAMBIO, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n° du,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n° du,

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n° du,

Ci-après dénommées « les Collectivités membres »

La Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du conseil d'administration, agissant en vertu de la délibération n°2024-1-2 du 17 avril 2024,

Ci-après dénommée « la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur » ou « la SLNPCA »

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »,

Visas

VU l'ordonnance n° 2022-306 du 2 mars 2022 relative à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

VU le décret n° 2022-638 du 22 avril 2022 relatif à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

VU le protocole de financement de la Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur signé le 21 décembre 2021 et ses avenants signés le 3 juillet 2023 et le 15 décembre 2023 ;

VU la convention de financement relative au financement des études de niveau avant-projet de la phase 1 du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 04 octobre 2022 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2023 ;

VU la convention de financement relative au financement des études de niveau avant-projet de la phase 2 du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA signée le 25 août 2023 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2023 ;

VU la convention relative au financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA, signée le ;

VU la délibération n°2024 -1- 2 du 17 avril 2024 du conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur approuvant la convention particulière de financement relative aux contributions versées pour le financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;

Préambule

La Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (SLNPCA) a été créée par ordonnance n°2022-306 en date du 2 mars 2022 pour porter le financement de la part des collectivités partenaires au projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Les études de niveau Avant-Projet (AVP) du PEM de Nice Aéroport comprenant la gare ferroviaire ont fait l'objet d'une première convention de financement entre les partenaires financeurs de la LNPCA et les Maîtres d'Ouvrages, ci-après « LNPCA - COFI AVP Phase 1 » signée en date du 04 octobre 2022 et d'un avenant n°1 signé le 18 décembre 2023.

Les études en question allaient être menées à leur terme sur la base des éléments de programme et du scénario spatialisé tel que validé en Comité de pilotage LNPCA du 03 juillet 2023 lorsque des éléments nouveaux relatifs au calendrier de libération des terrains d'assiette du projet ont été portés à la connaissance des Maîtres d'Ouvrages, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions.

Au terme de la compétition de projets et après validation en Comité de pilotage du 3 juillet 2023, il a été retenu que la gare de Nice Aéroport s'installe sur des emprises occupées par le Marché d'Intérêt National d'Azur (MIN d'Azur), îlots 2.5 et 2.6 du projet de zone aménagement concertée Grand Arénas.

Or, par courrier en date du 14 mars 2024, la Métropole Nice Côte d'Azur a informé le COPIL LNPCA que des recours sur le projet empêchaient le déplacement du MIN d'Azur sur le site

de la Gaude dans le calendrier initialement prévu. Dès lors, MNCA s'engage à libérer partiellement le site à l'horizon fin 2025 : seul le bâtiment sud pourra être intégralement libéré, la disponibilité de l'îlot 2.5 n'étant plus assurée. Cette situation impacte directement le planning de réalisation du PEM et est de nature à compromettre sa mise en service attendue à l'horizon 2030 dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030.

L'analyse de ces éléments partagée avec le Comité Technique du 8 mars 2023 met en exergue la nécessité d'étudier un scénario d'aménagement alternatif au niveau Avant-Projet pouvant permettre une mise en service du pôle d'échanges multimodal à l'horizon 2030 et l'accueil dans des conditions optimales des visiteurs attendus à Nice dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030, dans l'hypothèse où la candidature des Alpes françaises serait retenue.

Les partenaires financiers du projet LNPCA ont validé lors du Comité de pilotage du 11 avril 2024, le nouveau scénario d'aménagement (dit « scénario Ilot 2.6 amplifié ») proposé par les Maîtres d'Ouvrage, qui permet de réaliser la gare de Nice Aéroport à programme globalement équivalent et ont réitéré à cette occasion la demande de travailler à ce titre la planification et le phasage de l'opération de manière à permettre une mise en service du Pôle d'Echanges Multimodal au préalable des JOP 2030.

Une convention ayant pour objet de financer les coûts supplémentaires engendrés par la réalisation des études Avant-Projet du scénario « Ilot 2.6 amplifié » de l'opération de Nice Aéroport a été validée par le Comité de pilotage de la LNPCA du 11 avril 2024 et approuvée par le conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur le 17 avril 2024.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance susvisée, des conventions particulières sont établies entre la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et ses membres pour assurer sa capacité à mettre en place le financement de la part totale des Collectivités membres au titre des conventions engageant financièrement l'établissement public local.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention particulière de financement est conclue en application du III de l'article 5 de l'ordonnance n° 2022-306 du 2 mars 2022 relative à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Elle vise à définir :

A – le contenu de la reprise des études d'avant-projet (AVP) de l'opération de Nice Aéroport et dont la présentation détaillée se trouve en *Annexe 1*

B - les modalités de prise en charge par la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur via la contribution totale des Collectivités membres de l'établissement public local à la reprise des études des études d'avant-projet (AVP) de l'opération de Nice Aéroport

C – la répartition des contributions des Collectivités membres de la Société de la Ligne Nouvelle et leurs conditions de versement

Elle se rattache à la convention de financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle

Provence Côte d'Azur établie entre les maîtres d'ouvrage, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions, l'Etat, l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France et la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (ci-après « la Convention LNPCA- COFI AVP NAE 2 »).

Article 2 : Objectifs, périmètre et contenu des études AVP du scénario « îlot 2.6 amplifié »

Les éléments de programme du scénario « Îlot 2.6 amplifié » présenté et validé en COPIL du 11 avril 2024 sont les suivants :

Réalisation d'un bâtiment sur l'îlot 2.6 de la ZAC du Grand Arenas permettant de concentrer la totalité de l'offre de stationnement du pôle d'échanges s'agissant des véhicules légers (700 places pour les véhicules légers, 60 places pour le parc de véhicules des loueurs, 80 places pour les deux roues motorisées, une aire de dépose minute et de dépose/reprise taxis) ainsi que la zone logistique de la gare.

La mise en œuvre de ce nouveau programme nécessite les études techniques suivantes, objet de la présente convention :

- Etudes de structure de niveau Avant-Projet à réaliser sur le bâtiment accueillant le parking de la gare, son dispositif de gestion des taxis et de dépose minute, sa zone logistique. Le bâtiment en question étant localisé sur le lot 2.6 de la ZAC du Grand Arenas et dénommé ci-après îlot 2.6 amplifié ;
- Etudes géotechniques de niveau Avant-Projet à réaliser sur îlot 2.6 amplifié ;
- Reprise des études courant fort, courant faible de l'îlot 2.6 amplifié ;
- Reprise des études **photovoltaïques** associées à la construction du parc de stationnement ;
- **Repositionnement** des points de collecte et de livraison de l'îlot 2.6 amplifié ;
- Reprise des études d'assainissement (Eaux Usées et Eaux Pluviales) du projet, intégrant l'impossibilité de se raccorder au Nord, sur les réseaux projetés de la ZAC du Grand Arenas.
- Intégration des passages des réseaux dans l'ouvrage depuis le Bd R.Cassin ;
- Reprise des études structures de l'ouvrage Maïcon pour intégrer le passage des réseaux secs et humides nécessaires au **fonctionnement** de l'îlot 2.6 amplifié ;
- Reprise totale du carnet de phasage de l'opération pour tenir compte des nouvelles contraintes du site et notamment la persistance des bâtis du MIN, à l'exception de ceux de la file Sud, durant toute la phase travaux du projet. Etant entendu que le projet nécessitera les espaces jusqu'en façade de la file centrale du MIN pour être réalisé et qu'aucune circulation ne sera possible entre les emprises du chantier et les bâtis du MIN persistant ;
- Une étude d'opportunité visant à augmenter la jauge de la vélo-station de la gare soit en évaluant la capacité ultérieure d'accueillir du stationnement vélo en lieu et place du stationnement pour les véhicules légers dans le bâtiment de parking soit par l'identification de nouveaux espaces permettant d'accueillir du stationnement vélo complémentaire.

La mise en œuvre de ce nouveau programme dans les conditions de desserte et de développement induites par le nouveau calendrier de délocalisation du MIN nécessite la reprise ou la production des études environnementales suivantes :

- Reprise des études de trafics dans le quartier de gare à l'horizon 2030
- Reprise des études de flux statique et dynamique de la gare à l'horizon 2030
- Reprise du modèle Air-Santé à l'horizon 2030
- Reprise du modèle d'exposition aux bruits à l'horizon 2030
- Reprise du modèle hydraulique à l'horizon 2030
- Reprise de la rédaction des chapitres généraux du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale en considérant le nouvel horizon 2030

Afin d'être modélisé, cet horizon nécessite, comme donnée entrante, que l'étude de déplacement rive Gauche du Var, propriété de MNCA, soit remise à jour et transmise aux Maîtres d'Ouvrages au démarrage de la phase d'études de la présente convention.

Il est entendu que les variations de calendriers portés à la connaissance des Maîtres d'Ouvrages ne modifient pas les hypothèses considérées aux horizons ultérieurs (2035, 2050).

Les partenaires financiers du projet des phases 1&2 de la LNPCA ont formalisé le souhait de produire des plannings et phasages compatibles avec une mise en service du Pôle d'Echanges Multimodal de Nice Aéroport en décembre 2029. A cet effet, il est convenu que les Maîtres d'Ouvrages remettront, dans le cadre de la présente convention, deux versions de plannings et phasage :

- Une première version dans des conditions « classiques » de réalisation, à savoir tenant compte de délais d'instruction des dossiers de demandes d'autorisations administratives classiques, sans proposition de fermeture de ligne ou de voirie autres que lors d'opération coup de poing.
- Une deuxième version tenant compte d'un objectif de livraison à décembre 2029 assortie des conditions de réussite de cet objectif. Les partenaires financiers s'engagent à étudier aux côtés des Maîtres d'Ouvrages, les leviers indispensables à la tenue de cet objectif, ils pourraient notamment concerner les modalités et délais d'instruction des dossiers de demande d'autorisation administratives, les délais de passation des marchés de travaux, des conditions spécifiques de réalisation en voirie ou sur le réseau ferré national.

Aménagement de l'îlot 2.6 amplifié

Les études de niveau AVP relatives aux démolitions préalables aux travaux, à la viabilisation et au raccordement de l'îlot 2.6 amplifié sont confiées aux Maîtres d'Ouvrages. La réalisation de ces études de niveau AVP par les Maîtres d'Ouvrages ne présume pas des conditions ultérieures de maîtrise d'ouvrage sur ces périmètres inclus dans la ZAC du Grand Arénas.

A cet effet, si la maîtrise d'ouvrage des ouvrages étudiés devait revenir à l'EPA, les Maîtres d'Ouvrages s'engagent à transférer tous les diagnostics issus des campagnes d'acquisition de données sur les bâtis de la file Sud du Marché d'Intérêt National diligentées dans ce cadre ainsi que toutes les études objet de la présente convention relatives aux démolitions de ces bâtis, à la viabilisation et au raccordement de l'îlot 2.6 amplifié.

Pour cette partie spécifiquement, les cahiers des charges des études relatives aux démolitions préalables aux travaux, à la viabilisation et au raccordement de l'îlot 2.6 seront partagés avec l'Etablissement Public d'Aménagement Nice Ecovallée dans le cadre d'un processus partenarial compatible avec le calendrier de réalisation des études et du budget prévisionnel.

Article 3 : Délai prévisionnel de réalisation des études

La durée prévisionnelle de réalisation des études est de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.

- Les Maîtres d'Ouvrages s'engagent à remettre l'étude d'impact actualisée de l'opération de Nice Aéroport ainsi que les pièces générales de l'étude d'impact générale du projet des phases 1&2 de la LNPCA impactées par cette réactualisation dans un délai de six mois et demi à compter de la signature de la présente convention.

- Les Maîtres d'Ouvrages s'engagent à remettre les dossiers liés au dépôt des permis de construire de l'opération de Nice Aéroport dans un délai de neuf mois à compter de la signature de la présente convention.

Article 4 : Financement

4.1 Assiette de financement

4.1.1 Coût des études aux conditions économiques de référence

L'estimation du coût des études, dont le financement fait l'objet de la convention « LNPCA – COFI AVP NAE 2 », est à 1 525 000 € HT aux conditions économiques de mars 2024.

4.1.2 Coût des études aux conditions économiques de réalisation

Le coût estimatif des études, dont le financement fait l'objet de la convention « LNPCA – COFI AVP NAE 2 », est estimé à **1 525 000 € HT courants** sur la base des éléments de plannings décrits à l'article 3 et d'une hypothèse de signature de la convention en avril 2024.

- le besoin de financement concernant la reprise de la production des livrables communs (Dossier de demande d'autorisations administratives, actualisation de l'étude d'impact, plannings et phasage généraux) est évalué à 155 000 € HT,
- le besoin de financement des missions relatives à la part ferroviaire sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau est évalué à 105 000 € HT,
- le besoin de financement des études relatives à la part gare sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Gares & Connexions est évalué à 955 000 € HT.
- Le besoin de financement des études confiées aux maîtres d'ouvrages et dont la réalisation sera assurée par SNCF Gares & Connexions concernant les démolitions préalables aux travaux, la viabilisation et le raccordement de l'îlot 2.6 amplifié est évalué à 310 000€ HT

| Etudes | Périmètre | € courants |
|------------------------------|--|----------------------|
| AVP – 1 ^{ère} phase | SNCF Gares & Connexions livrables communs | 155 000 € HT |
| AVP – 1 ^{ère} phase | SNCF Réseau (part ferroviaire) | 105 000 € HT |
| AVP – 1 ^{ère} phase | SNCF Gares & Connexions (part gare) | 955 000€ HT |
| AVP – 1 ^{ère} phase | SNCF Gares & Connexions (développement du foncier) | 310 000€ HT |
| TOTAL | | 1 525 000€ HT |

4.2 Plan de financement

La convention relative au financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA contractualise un financement à hauteur de **1 525 000 € HT courants**, avec comme co-financeurs l'AFIT France (Etat) et la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, selon les clés de répartition ci-après :

| CFI AVP NAE n°2 | Clé de répartition % | Besoin de financement Montant en Euros courants |
|------------------------|---------------------------------|--|
| Etat /AFIT | 50,0000 % | 762 500 € HT |
| SLNPCA | 50,0000 % | 762 500 € HT |
| TOTAL | 100,0000 % | 1 525 000€ HT |

Les plans de financement ci-dessous précisent le sous-détail des besoins de financement par Maître d'Ouvrage au titre de la convention « LNPCA – COFI AVP NAE 2 » :

| CFI AVP NAE n°2 – Périmètre G&C | Clé de répartition % | Besoin de financement Montant en Euros courants |
|--|---------------------------------|--|
| Etat /AFIT | 50,0000 % | 710 000 € HT |
| SLNPCA | 50,0000 % | 710 000 € HT |
| TOTAL | 100,0000 % | 1 420 000€ HT |

| CFI AVP NAE n°2 – Périmètre Réseau | Clé de répartition % | Besoin de financement Montant en Euros courants |
|---|---------------------------------|--|
| Etat /AFIT | 50,0000 % | 52 500 € HT |
| SLNPCA | 50,0000 % | 52 500 € HT |
| TOTAL | 100,0000 % | 105 000€ HT |

La présente clef de répartition est uniquement valable pour la phase d'études couverte par la convention « LNPCA – COFI AVP NAE 2 »

S'agissant de dépenses se rapportant à des investissements sur le réseau ferré national ou les installations ferroviaires, les contributions versées, en tant que subvention d'équipement, sont exonérées de TVA.

4.3 Conditions de versement des contributions de la SLNPCA aux maîtres d'ouvrage

La SLNPCA procédera aux versements de sa contribution aux maîtres d'ouvrage au fur et à mesure des appels de fonds par ces derniers aux conditions suivantes :

- validation par le comité technique et financier de la LNPCA de l'avancement physique et financier des études et des travaux justifiant les montants appelés
- validation par le comité technique et financier de la LNPCA du respect par les maîtres d'ouvrage des dispositions et engagements contenus dans la convention relative au

financement de la reprise des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Article 5 : Répartition de la contribution due au titre de « LNPCA – COFI - AVP NAE 2 » entre la SLNPCA et ses membres

5.1 Détermination des contributions des Collectivités membres au budget de la SLNPCA

La SLNPCA verse l'intégralité des appels de fonds aux maîtres d'ouvrage et :

- Finance sur fonds propres sa quote part à hauteur de 50% ;
- Se fait rembourser par les Collectivités membres, pour lesquels la SLNPCA assure la totalité du financement, à hauteur de 50% pour la part qui incombe à ces derniers ; ces contributions prennent la forme de subventions d'équipement non grevées de TVA ;

La contribution totale des Collectivités membres est définie annuellement dans le budget de la SLNPCA.

Les dépenses induites pour la SLNPCA liées à la gestion de la présente convention sont prises en charge selon les règles établies annuellement au budget de la SLNPCA.

Les membres, pour la part qui leur revient, sont appelés selon les règles suivantes :

| | % des montants appelés à la SLNPCA par les maîtres d'ouvrage | Contribution au besoin de financement en euros HT courants |
|--|---|---|
| Région | 25,0000% | 190 625,00 € |
| Département des Bouches du Rhône | 4,1667% | 31 771,09 € |
| Département du Var | 3,7500% | 28 593,75 € |
| Département des Alpes Maritimes | 2,7083% | 20 650,79 € |
| Métropole Aix Marseille Provence | 4,1667% | 31 771,09 € |
| Métropole Toulon Provence Méditerranée | 3,7500% | 28 593,75 € |
| Métropole Nice Côte d'Azur | 2,7083% | 20 650,79 € |
| Dracénie Provence Verdon agglomération | 0,8333% | 6 353,91 € |
| Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins | 1,6667% | 12 708,59 € |
| Communauté d'agglomération du Pays de Grasse | 0,4167% | 3 177,34 € |
| Communauté d'agglomération Sophia Antipolis | 0,8333% | 6 353,91 € |
| TOTAL | 50% | 381 250,00 € |

5.2 Evolution de la gouvernance de la SLNPCA

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales, tout établissement public local, de même que toute autorité locale étrangère, au sens de l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales, ou tout Etat tiers, souhaitant participer au

financement de la LNPCA peut être autorisé par le conseil d'administration à adhérer à la SLNPCA.

Le mandat de négociation des conditions d'adhésion d'un ou de plusieurs nouveaux membres, non signataires de la présente convention, sera laissé à la discrétion de la SLNPCA qui s'assurera de l'obtention des meilleures conditions financières et intégrant des objectifs sur les niveaux de prise en charge des échéances restantes à verser et déjà versées par les co-financeurs dans le cadre d'appels de fonds antérieurs à l'entrée du ou des nouveau(x) membres.

Le retrait d'un ou plusieurs membres n'entraîne aucune modification de la répartition, les sommes étant réputées dues en totalité par la Collectivité sortante.

Selon les principes de solidarité définis dans le protocole de financement, la participation d'un ou de plusieurs nouveaux membres portera sur la globalité du projet, à savoir les études et la réalisation des phases 1&2.

5.3 Appels de fonds et versements

Dans le cadre de l'exécution de ses budgets, la SLNPCA procédera aux appels de fonds auprès des Collectivités membres conformément à la répartition définie au 5.1. et selon l'échéancier prévisionnel et indicatif joint en *Annexe*. Ce dernier est susceptible d'évoluer selon les modifications de l'échéancier prévisionnel opérées par les maîtres d'ouvrage, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions.

Les signataires de la présente convention particulière procèderont au mandatement et au paiement des échéances conformément à l'échéancier actualisé de paiement des contributions des Collectivités membres à la SLNPCA. A l'exception du premier appel de fonds, cet échéancier prévoira le mandatement des échéances 60 jours calendaires avant le mandatement par la SLNPCA des échéances aux maîtres d'ouvrage, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions en application de la convention « LNPCA – COFI – AVP NAE 2 ».

Les paiements seront réalisés directement sur le compte de la SLNPCA dont les références sont les suivantes :

| Code IBAN | | | | | | | Code BIC |
|-----------|------|------|------|------|------|-----|-------------|
| FR09 | 3000 | 1005 | 12C1 | 3200 | 0000 | 031 | BDFEFRPPCCT |

En cas de défaut de paiement, les sommes dues seront majorées des intérêts de retard calculés sur la période de retard.

5.4 Evolution des coûts et appels de fonds

Les appels de fonds pourront évoluer selon les cas suivants :

- **actualisation de l'échéancier prévisionnel opérée par les maîtres d'ouvrage, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions après décision conforme du comité de pilotage LNPCA et du conseil d'administration de la SLNPCA** : les contributions annuelles des Collectivités sont établies lors de la construction du budget primitif. A ce titre, l'actualisation de l'échéancier prévisionnel opérée par les maîtres d'ouvrage n'est pas encore connue pour l'exercice en cours. Dès connaissance de l'actualisation de l'échéancier, le prochain appel de fonds est recalculé et intègre le montant d'actualisation appelé. L'échéance sera recalculée dans un délai de 60 jours calendaires minimum avant l'appel de fonds.

- **adhésion ou retrait de nouveaux membres** : la répartition de la contribution totale des Collectivités sera recalculée à partir de l'échéance suivant l'entrée du ou des nouveau(x) membre(s).

La SLNPCA doit fournir un suivi annuel des éléments suivants :

- Montant des appels de fonds versés
- Montant des appels de fonds à verser
- Appel de fonds réalisés auprès des co-financeurs et montants encaissés et à encaisser
- Modalités d'actualisation de l'échéancier prévisionnel des coûts LNPCA – COFI – AVP NAE 2

Les co-financeurs peuvent à tout moment demander à la SLNPCA la communication de toutes les pièces permettant de justifier les appels de fonds.

Article 6 : Règlement des litiges

6.1 Principes

Les Parties reconnaissent que la présente convention doit être exécutée de bonne foi et dans un esprit de coopération et de partenariat.

Elles veilleront en conséquence notamment à une bonne information mutuelle et à la prévention des contentieux.

En particulier, tout signataire anticipant un éventuel défaut de paiement doit en informer le Directeur général de la SLNPCA afin d'étudier les dispositions possibles à mettre en œuvre.

6.2 Règlement à l'amiable

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différends (défauts de paiements, difficulté sur les garanties...) relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention.

En particulier, en cas de défaut de paiement d'une des Collectivités signataires, le directeur général de la SLNPCA convoque sous quinze (15) jours, après avoir notifié le défaut de paiement, le comité technique des membres de la SLNPCA afin de trouver un règlement à l'amiable.

Le conseil d'administration est informé du défaut de paiement à sa première réunion consécutive après la réunion du comité technique des membres de la SLNPCA.

6.3 Procédure de conciliation

A défaut de règlement amiable de leur(s) différend(s), les Parties peuvent décider que les litiges qui résultent de l'exécution de la présente convention font l'objet d'une tentative de conciliation par une commission composée de trois conciliateurs : le premier est désigné par le conseil d'administration de la SLNPCA, le deuxième par la partie en différend et le troisième par les deux premiers conciliateurs.

Si l'une ou les parties ne désigne(nt) pas son (leur) conciliateur(s) dans un délai de quinze (15) jours à compter de la survenance du litige qui les oppose, celui-ci (ceux-ci) sera (-ont) désigné(s) par le Président du tribunal administratif compétent, à la demande de la partie la plus diligente.

Si les deux premiers conciliateurs ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième dans un délai de trente (30) jours à compter de la date la survenance du litige, le troisième conciliateur sera désigné par le Président du tribunal administratif compétent, à la demande de la partie la plus diligente.

La commission de conciliation doit rendre son avis et/ou sa proposition dans un délai de trente (30) jours à compter de sa constitution.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, et notamment en cas de désaccord entre les parties pour s'en remettre à l'avis et/ou la proposition de la commission, le tribunal administratif compétent pourra être saisi à l'initiative de la partie la plus diligente.

La saisine d'une commission de conciliation suspend les délais de recours jusqu'à la notification aux deux parties de l'avis et/ou la proposition de ladite commission de conciliation.

Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine de la commission de conciliation.

6.4 Contentieux

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent du tribunal administratif de Marseille.

Article 7 : Entrée en vigueur et terme de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la SLNPCA aux Collectivités membres.

La convention de financement prend fin à la date de versement du solde de la contribution du dernier partenaire à la SLNPCA. En tout état de cause, la présente convention prend fin au plus tard dans un délai de 48 mois à compter de la date estimée de fin des études et travaux couverts par la présente convention, si les maîtres d'ouvrage n'ont pas effectué une demande de règlement du solde dû au titre de ces engagements.

La modification du terme de la convention pourra être décidée par voie d'avenant à la présente convention dans le cas où le terme de la convention de financement AVP NAE 2 est modifié par avenant.

La présente convention particulière de financement est établie en douze (12) exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Le

(Date à apposer par le dernier signataire)

**Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur,
Le Président du Conseil Régional**

Renaud MUSELIER

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

*Pour le Département des Bouches du Rhône,
La Présidente du Conseil Départemental*

Martine VASSAL

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour le Département du Var,
Le Président du Conseil Départemental***

Jean-Louis MASSON

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour le Département des Alpes Maritimes,
Le Président du Conseil Départemental***

Charles Ange GINESY

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Métropole Aix Marseille Provence,
La Présidente de la Métropole***

Martine VASSAL

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
Le Président de la Métropole***

Jean-Pierre GIRAN

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Métropole Nice Côte d’Azur,
Le Président de la Métropole***

Christian ESTROSI

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération,
Le Président de la Communauté d'agglomération***

Richard STRAMBIO

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lerins,
Le Président de la Communauté d'agglomération***

David LISNARD

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,
Le Président de la Communauté d'agglomération***

Jean LEONETTI

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

***Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,
Le Président de la Communauté d'agglomération***

Jérôme VIAUD

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

**Pour La Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,
Le Président du Conseil d'administration**

Renaud MUSELIER

Convention particulière relative au financement de la reprise
des études de niveau avant-projet de l'opération de Nice
Aéroport du projet des phases 1 & 2 de la LNPCA

Echéancier prévisionnel et indicatif des appels de fonds de la SLNPCA aux Collectivités

| | | | Appels de fond PRO REA SNCF R et SNCF G&C | Appels de fond PRO REA SLNPCA auprès des collectivités | |
|--|---------------------------|-----------------------|--|---|--|
| | | | ADF n°1 (après notification de la convention particulière) | ADF n°2 (TO LNP- COFI AVP NAE 2+4 mois) | ADF n°3 (TO LNP- COFI AVP NAE 2+6 mois) |
| Plan de financement AVP NAE 2 | Clé de répartition (%) | AVP NAE 2 | | | |
| Etat | 50,0000% | 762 500,00 € | 152 500,00 € | 533 750,00 € | 76 250,00 € |
| Région | 25,0000% | 190 625,00 € | 38 125,00 € | 133 437,50 € | 19 062,50 € |
| Département des Bouches du Rhône | 4,1667% | 31 771,09 € | 6 354,22 € | 22 239,76 € | 3 177,11 € |
| Département du Var | 3,7500% | 28 593,75 € | 5 718,75 € | 20 015,63 € | 2 859,38 € |
| Département des Alpes Maritimes | 2,7083% | 20 650,79 € | 4 130,16 € | 14 455,55 € | 2 065,08 € |
| Métropole Aix-Marseille Provence | 4,1667% | 31 771,09 € | 6 354,22 € | 22 239,76 € | 3 177,11 € |
| Métropole Toulon Provence Méditerranée | 3,7500% | 28 593,75 € | 5 718,75 € | 20 015,63 € | 2 859,38 € |
| Métropole Nice Côte d'Azur | 2,7083% | 20 650,79 € | 4 130,16 € | 14 455,55 € | 2 065,08 € |
| Dracénie Provence Verdon agglomération | 0,8333% | 6 353,91 € | 1 270,78 € | 4 447,74 € | 635,39 € |
| Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins | 1,6667% | 12 708,59 € | 2 541,72 € | 8 896,01 € | 1 270,86 € |
| Communauté d'agglomération du Pays de Grasse | 0,4167% | 3 177,34 € | 635,47 € | 2 224,14 € | 317,73 € |
| Communauté d'agglomération Sophia Antipolis | 0,8333% | 6 353,91 € | 1 270,78 € | 4 447,74 € | 635,39 € |
| Contribution SLNPCA (fiscalité) | 50,0000% | 381 250,00 € | 76 250,00 € | 266 875,00 € | 38 125,00 € |
| SLNPCA | 50,0000% | 762 500,00 € | 152 500,00 € | 533 750,00 € | 76 250,00 € |
| Total | 100% | 1 525 000,00 € | 305 000,00 € | 1 067 500,00 € | 152 500,00 € |
| | | | 20% | 70% | 10% |
| | Avancement | | | | |
| | Avancement cumulé | | 20% | 90% | 100% |

